

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50F

MERCREDI 8 MARS 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL GUADELOUPE TOUS EN GRÈVE LE 10 MARS

La CGTG appelle l'ensemble des travailleurs à une journée de grève le jeudi 10 mars. Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas si d'autres syndicats appellent à cette journée de grève générale.

La CGTG avance comme revendications pour cette journée : le soutien aux luttes des travailleurs de la canne, la satisfaction des revendications des travailleurs de toutes les autres professions.

Les travailleurs ont en effet bien des raisons d'être mécontents. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Et pourtant dans le même temps les salaires, eux, restent au niveau le plus bas. Alors que les prix sont ici très supérieurs à ceux de la France, les salaires y sont bien plus bas. Or, la vie économique des Antilles est de plus en plus dépendante de la France. La part des biens importés de France augmente de plus en plus.

La journée de grève à laquelle appelle la CGTG n'est pas une solution, mais c'est toujours un moyen de faire savoir qu'on est mécontent. Et plus nous serons nombreux à y participer, mieux cela vaudra. Il faut montrer, y compris à nos dirigeants syndicaux, que nous sommes décidés à nous engager dans la lutte. Il faut entraîner les hésitants, y compris ceux qui disent que "cela ne sert à rien".

Mais nous devons être conscients qu'il faut bien plus que cela pour faire céder les patrons. Les directions syndicales le veulent-elles réellement ?

En tout cas elles ne le montrent pas beaucoup. Car dans une situation telle que celle qui existe ici, il faut réellement prendre les patrons à la gorge. Il faut leur montrer la force d'une manière brutale et sans équivoque. Ce n'est que lorsque ces patrons ont peur de perdre tout ou une grande partie de leurs biens qu'ils cèdent sur des revendications substantielles.

C'est encore par ce moyen là, et uniquement lui, qu'on peut faire plier les patrons.

Malgré ces considérations, nous appelons les travailleurs à participer massivement à la journée du 11 mars. Qu'elle soit un réel succès de mobilisation démontrant la colère et la volonté de lutte de tous !

MARTINIQUE NOUVELLES VIOLENCES DE RENARD AU MARIGOT

La liste des exactions de Renard et de sa bande s'allonge au Marigot. Vendredi 4 ceux-ci ont provoqué des incidents à l'issue d'une réunion électorale du G.R.S. Le lendemain, les hommes de main de Renard se sont attaqués à coups de rasoirs, bâtons et roches à des militants du Parti Socialiste Martiniquais qui tenaient une conférence avec le docteur Lise, tête de la liste du P.S. au Marigot.

Trois coups de feu ont été tirés et un des participants à la réunion a été sérieusement blessé et a dû être hospitalisé. En effet, après que les individus de la bande à Renard eurent tenté de renverser sa voiture, ils l'ont roué de coups de marteaux et blessé à coups de coutelas : il souffre d'un traumatisme crânien et d'une blessure au mollet qui pourrait d'ailleurs avoir été causée par une arme

à feu. Roland Suvélor, homme politique de gauche bien connu à la Martinique a lui aussi été agressé par les sbires de Renard.

Ainsi, tandis que d'un côté le préfet et les hommes politiques de droite font mine de s'indigner vertueusement des "inadmissibles violences" faites à Valère lors de ses conférences à Fort-de-France, d'un autre côté son protégé Renard fait régner la terreur au Marigot avec ses tontons-macoutes, sans provoquer la moindre protestation de la part du préfet et de l'administration coloniale.

C'est justement pourquoi il ne faudra pas compter sur ceux-ci pour mettre fin aux actes de gangsters des hommes de Renard : ce sera à la population elle-même de s'en charger.

échos de la campagne combat ouvrier en martinique

Depuis le samedi 26 février nos camarades du Lamentin et du Robert se sont mis en campagne pour les municipales.

Partout où nous sommes passés, c'est avec sympathie que nous avons été reçus par les travailleurs.

Que ce soit à Boisneuf ou à Roche Carrée, à Courbaril ou à Four-à-Chaux, ce sont toujours plusieurs dizaines de travailleurs qui ont entendu nos camarades développer notre programme.

A Boisneuf (Lamentin), petit quartier situé non loin de Saint-Joseph, une trentaine de personnes sont venues écouter notre camarade Louis Maugée dans le noir. Motif : pas d'électricité.

A Sarrault (Lamentin), là aussi réunion dans le noir avec une trentaine de personnes. Un responsable local du P.C. a défendu la politique de son parti en se faisant le défenseur de la voie électorale. Maugée répondit que justement cette voie-là était bouchée pour les travailleurs.

A Courbaril (Robert) plus de cent cinquante personnes, à Trouterre (Robert) environ quatre vingt personnes ont écouté nos orateurs, dont notre camarade Henri Elisabeth.

GUADELOUPE le gouvernement refuse d'augmenter la canne

La lutte des petits planteurs de canne continue. Les syndicats ont en effet rejeté le prix officiel fixé en France.

La CGTG (fédération des petits planteurs) réclame un prix plus élevé que ce qui a été offert en 1975 et 76. Car dit-elle avec juste raison, les prix ont considérablement augmenté depuis 75, et donc le prix de revient de la canne également. Les paysans CGTG réclament 135,60F pour une tonne de canne. L'UPG (tendance UTA) réclame 166,15F.

Les petits paysans ont bien raison de ne pas se contenter d'un prix de la canne fixé à Paris, qui ne tient pas compte des dépenses effectuées, ni de la nécessité pour les paysans de vivre au moins décemment de leur production.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

1^{er} supplément au mensuel N°72

travailleurs du Lamentin et du Robert martinique de Capesterre Lamentin et Ste Rose guadeloupe VOTEZ COMBAT OUVRIER

Comme à d'autres élections nous disons aux travailleurs de ne pas tomber dans le piège électoral. A notre sens ce n'est pas par les élections que les travailleurs pourront changer leur sort. Ils le voient bien d'ailleurs puisque lorsqu'ils veulent améliorer leurs conditions de travail, empêcher les patrons de les licencier, ils se battent, ils organisent des grèves.

Lorsqu'il a fallu obtenir des réformes aussi élémentaires que le droit à l'avortement, le droit syndical, les congés payés, etc... c'est toujours par la lutte que cela a été obtenu. Les réformes n'ont jamais été le fruit du bulletin de vote.

Utiliser le bulletin de vote pour dire ce qu'on pense :

C'est cela que nous appelons les travailleurs à faire. Dire ce qu'ils pensent à la droite qui est au pouvoir et qui, dans chaque commune est représentée plus ou moins ouvertement par un homme politique local. Les travailleurs doivent dire qu'ils en ont assez d'une droite qui entretient la hausse des prix, le chômage, les bas salaires. Nous ne voulons plus de promesses. Le gadget à la mode inventé par Giscard, c'est la départementalisation économique: ça n'a pas enrayer le chômage. L'exil des jeunes vers la France continue de plus belle. Une grande partie de la population continue de vivre au bord de la misère. C'est contre cela que nous appelons les travailleurs à soutenir nos candidatures.

SE méfier de la gauche socialiste et communiste.

Mais nous n'avons pas confiance non plus dans la volonté de la gauche et d'un Mitterrand de porter remède à cette situation en s'attaquant réellement aux privilèges d'une minorité de gros propriétaires terriens et de gros négociants qui contrôlent la vie économique de la Guadeloupe et de la Martinique. En votant pour nos candidatures, les travailleurs diront leur méfiance envers cette gauche communiste et socialiste et lui feront savoir ainsi, que si demain Mitterrand devient premier ministre, ils ne se contenteront plus de promesses.

L'Avenir : une indépendance dans un Etat des travailleurs.

Enfin à ceux qui veulent préserver l'avenir et qui comprennent déjà que l'in-

dépendance des Antilles est inéluctable, nous offrons la possibilité de le dire aussi. Oui, pour nous l'avenir, le progrès c'est la disparition des privilèges des riches et la fin de la main mise de l'état français sur les Antilles, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour des municipalités réellement au service des travailleurs et de leurs luttes

Puisqu'il est question de "gestion municipale", nous pensons que ceux qui disent défendre les intérêts des travailleurs ne doivent pas se contenter d'être de bons gestionnaires qui tentent de faire le mieux possible avec les faibles moyens que l'état leur laisse. Il faut mobiliser toute la population laborieuse pour exiger de l'état des moyens plus importants pour la réalisation des équipements nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, pour améliorer l'habitat et en finir avec les multiples bidonvilles qui entourent chaque commune.

C'est vrai que les communes dirigées par la gauche communiste et socialiste ou progressiste sont mieux gérées et plus honnêtement que celles tenues par la droite. Mais nous croyons qu'on ne doit pas se contenter de cela. Il faut faire des communes de gauche des têtes de pont pour renforcer la lutte des travailleurs. Il faut que dans ces communes des travailleurs fassent l'apprentissage de la prise en main de leurs affaires par eux mêmes, en contrôlant par exemple toute l'action et les décisions du conseil municipal. Dans ces communes, les travailleurs doivent être fortement organisés avec une aide directe de la municipalité. Aide qui peut être de toutes sortes. Aide financière et matérielle en cas de grève longue, salles de réunion, matériel de tapage et tirage de tracts, etc...

Dans une commune au service des travailleurs, la solidarité ne serait pas un vain mot. Pour remplacer l'action défailante de l'état, et tout en dénonçant cette défailance, il ne faudrait pas se croiser les bras et attendre. Il faudrait nous organiser nous mêmes et trouver des solutions avec les moyens dont nous disposons. Pour améliorer l'habitat, pour développer une agriculture vivrière -ce qui permettrait d'embaucher des chômeurs-. Il faudrait aussi organiser des "coups de main" ou des "convois". Les travailleurs seraient appelés (et toutes les bonnes vo-

lontés aussi) à participer à des journées de travail gratuites au profit de toute la collectivité. Nous pensons que c'est en prenant ainsi notre sort en main nous mêmes, qu'un jour, ce peuple et les travailleurs de ce pays arriveront à se diriger eux-mêmes sans avoir à compter éternellement sur une "aide" qui n'est qu'une perpétuation de la dépendance économique, politique et morale.

Un seul moyen contraindre les municipalités de gauche à agir dans ce sens :

Si les travailleurs souhaitent que, ne serait-ce qu'une partie d'un tel programme soit réalisé, ils doivent le faire savoir en votant pour nos candidats. Car les voix qui se seront portées sur ces candidats seront un moyen de pression, particulièrement sur les municipalités de gauche ou sur celles qui risquent d'être gagnées par cette gauche. C'est un moyen de pression, parce que ces votes en faveur des listes de Combat Ouvrier voudront dire : voilà, il y a une fraction des travailleurs de la commune qui veulent que la municipalité change de politique et s'engage aux côtés des travailleurs.

VOTEZ COMBAT OUVRIER

Cela, travailleurs, vous pouvez le dire sans pour autant empêcher les listes de gauche de passer. Soit, elles ont suffisamment d'avance pour qu'une perte de quelques centaines de voix ne les prive pas de leur victoire, soit, elles devront passer par un deuxième tour.

Dans ce cas, nous appellerons à favoriser la victoire des listes de gauche par solidarité avec les travailleurs que c'est la bonne solution à leurs problèmes, même si ce n'est pas notre opinion là-dessus.

Mais au premier tour, pour faire entendre votre désir de voir la municipalité au service des travailleurs, VOTEZ COMBAT OUVRIER.

ACHIEZ
LE MENSUEL C.O.

GUADELOUPE

vers une grève des dockers

Les organisations syndicales CGTG, FO CGTU des dockers ont publié un communiqué où elles constatent l'échec de la commission paritaire du 4 mars.

Les syndicats réclament en effet une augmentation de salaire de 12,50% pour la période qui va de juillet 76 à février 77. Les patrons eux s'en sont tenu aux 6,5% soi-disant délimités par le plan Barre.

Les syndicats ont refusé cette position

la considérant comme une "provocation" pour les dockers.

Des réunions se tiennent pour déterminer le type d'action à entreprendre sur les docks.

Les dockers ont l'habitude de faire plier les patrons par leur détermination. Il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement aujourd'hui. On va donc certainement vers une grève des dockers.

ECHOS DE LA CAMPAGNE DE COMBAT OUVRIER

A SAINTE ROSE (Gpe)

DUZERE

A Duzère, environ 60 personnes nous écoutaient. Nous avons présenté les 27 candidats de la liste "Combat Ouvrier" et le camarade Zodros qui conduit cette liste a expliqué les raisons de sa candidature. An cien ouvrier de Grosce Montagne, il est intervenu aussi sur le manque de soutien de la municipalité en place face aux luttes des travailleurs, en particulier de cas qu'il avait vécus lors de la fermeture de l'usine du Comté de Lohéac.